



**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE MEMPHRÉMAGOG
MUNICIPALITÉ DE BOLTON-EST**

**RÈGLEMENT NUMÉRO RU-2023-01
CONCERNANT LES SYSTÈMES D'ALARME D'INTRUSION**

Modifications incluses dans ce document	
Numéro de règlement	Date d'entrée en vigueur
2023-428	14 août 2023
2023-429	5 décembre 2023

CODIFICATION ADMINISTRATIVE



**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE MEMPHRÉMAGOG
MUNICIPALITÉ DE BOLTON-EST**

ATTENDU QUE les municipalités desservies par le poste de la Sûreté du Québec de la MRC de Memphrémagog s'entendent pour adopter des règlements uniformisés pour en faciliter l'application par la Sûreté du Québec;

ATTENDU QU'afin de conserver cette uniformisation les municipalités suivantes : Ayer's Cliff, Bolton-Est, Eastman, Canton de Hatley, Hatley, Ogden, North Hatley, Canton de Potton, Saint-Étienne-de-Bolton, Stukely-Sud, Ville de Stanstead, Canton de Stanstead et Saint-Benoît-du-Lac, toutes desservies par la Sûreté du Québec, poste Memphrémagog, ne devraient pas amender le présent règlement sans concertation de l'ensemble;

ATTENDU QUE le Conseil juge nécessaire de réglementer l'installation et le fonctionnement des ~~systemes d'alarme~~ **systemes d'alarme d'intrusion** sur le territoire de la municipalité;

ATTENDU QU'il est nécessaire de remédier aux problèmes provoqués par le nombre élevé de fausses alarmes;

ATTENDU QU'un avis de motion a été régulièrement donné lors de la séance du 4 septembre 2018;

**EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR : Pierre Piché
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ**

QUE le présent règlement soit adopté.

Modifié par 2023-429, art. 3

ARTICLE 1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2. REMPLACEMENT

Le présent règlement remplace le règlement numéro 2016-316 et ses amendements.

ARTICLE 3. DÉFINITIONS

Aux fins du présent règlement, les mots et expressions suivants signifient:

« Lieu protégé »

Un terrain, une construction ou un ouvrage protégé par un système d'alarme d'intrusion.

« Système d'alarme »

~~Tout appareil, bouton de panique ou dispositif destiné à avertir de la présence d'un intrus, de la tentative ou de la commission d'une effraction ou d'une infraction ou d'un incendie ou d'un début d'incendie dans un lieu protégé situé sur le territoire de la municipalité.~~

« Système d'alarme d'intrusion »

Tout appareil, bouton de panique ou dispositif destiné à avertir de la présence d'un intrus, de la tentative ou de la commission d'une effraction ou d'une infraction dans un lieu protégé situé sur le territoire de la municipalité.

« Utilisateur »

Toute personne physique ou morale qui est propriétaire ou occupant d'un lieu protégé.

Modifié par 2023-429, art. 2

ARTICLE 4. APPLICATION

Le présent règlement s'applique à tout ~~système d'alarme~~ système d'alarme d'intrusion, incluant les ~~systèmes d'alarme~~ systèmes d'alarme d'intrusion déjà installés ou en usage le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement.

Modifié par 2023-429, art. 3

ARTICLE 5. SIGNAL

Lorsqu'un ~~système d'alarme~~ système d'alarme d'intrusion est muni d'un signal sonore propre à donner l'alerte à l'extérieur des lieux protégés, ce ~~système d'alarme~~ système d'alarme d'intrusion doit être conçu de façon à ne pas émettre le signal sonore durant plus de quinze (15) minutes consécutives.

Modifié par 2023-429, art. 3

ARTICLE 6. INTERRUPTION DU SIGNAL SONORE

La personne chargée de l'application de tout ou partie du présent règlement de même que tout agent de la paix est autorisé à pénétrer, en tout temps, dans tout lieu protégé par un ~~système d'alarme~~ système d'alarme d'intrusion, qu'une personne s'y trouve ou non, aux fins d'interrompre le signal sonore dont l'émission dure depuis plus de quinze (15) minutes consécutives. Ladite personne pourra être accompagnée d'un témoin.

Modifié par 2023-429, art. 3

ARTICLE 7. FRAIS

La municipalité est autorisée à réclamer de tout utilisateur de ~~système d'alarme~~ **système d'alarme d'intrusion**, les frais encourus par celle-ci en cas de défectuosité ou de mauvais fonctionnement d'un ~~système d'alarme~~ **système d'alarme d'intrusion**, y compris les frais encourus par elle aux fins d'interrompre le signal sonore dont l'émission a duré plus de quinze (15) minutes consécutives conformément à l'article 6.

Modifié par 2023-429, art. 3

ARTICLE 8. NUISANCE ET INFRACTION

Constitue une nuisance et est prohibé le fait que le ~~système d'alarme~~ **système d'alarme d'intrusion** d'un utilisateur se déclenche, pour cause de défectuosité ou de mauvais fonctionnement du système, ou le fait, peu importe la raison, que le signal sonore d'un ~~système d'alarme~~ **système d'alarme d'intrusion** dure plus de quinze (15) minutes consécutives, ce qui constitue une infraction et rend l'utilisateur passible des amendes prévues à l'article 12.

Modifié par 2023-429, art. 3

ARTICLE 9. PRÉSUMPTION

Le déclenchement d'un ~~système d'alarme~~ **système d'alarme d'intrusion** est présumé, en l'absence de preuve contraire, être pour cause de défectuosité ou de mauvais fonctionnement du système, lorsque aucune preuve ou trace de la présence d'un intrus, de la tentative ou de la commission d'une effraction ou d'une infraction, d'un incendie ou d'un début d'incendie n'est constaté sur les lieux protégés lors de l'arrivée d'un agent de la paix, d'un pompier ou d'un officier chargé de l'application de tout ou partie du présent règlement.

Modifié par 2023-429, art. 3

ARTICLE 10. AUTORITÉ COMPÉTENTE

Le conseil autorise de façon générale tout agent de la paix ainsi que tout officier chargé de l'application du présent règlement à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin; ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

ARTICLE 11. INSPECTION

Sans restreindre la portée générale de l'article 6, la personne chargée de l'application du présent règlement est autorisée à visiter et à examiner, entre 7 h et 19 h, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maison bâtiments et édifices doit les recevoir, les laisser pénétrer et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

DISPOSITIONS PÉNALES

ARTICLE 12. AMENDES

~~Quiconque contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement, notamment à l'article 8, commet une infraction et est passible, dans le cas d'une première infraction, si le contrevenant est une personne physique, d'une amende minimale de soixante-quinze dollars (75,00 \$) et maximale de mille dollars (1 000,00 \$) et si le contrevenant est une personne morale, d'une amende minimale de deux cent cinquante dollars (250,00 \$) et maximale de deux mille dollars (2 000,00 \$).~~

~~S'il s'agit d'une infraction subséquente commise à l'intérieur d'une période de douze (12) mois suivant une première infraction ou une infraction subséquente et que le contrevenant est une personne physique, l'amende minimale est de deux cents dollars (200,00 \$) et maximale de deux mille dollars (2 000,00 \$) et si le contrevenant est une personne morale, l'amende minimale est de quatre cents (400,00 \$) et maximale de quatre mille dollars (4 000,00 \$).~~

~~Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.~~

~~Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits, sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C-25.1).~~

~~Si une infraction dure plus d'un (1) jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.~~

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement, notamment à l'article 8, commet une infraction et est passible, dans le cas d'une première infraction, si le contrevenant est une personne physique :

- D'une amende minimale de cent cinquante dollars (150,00 \$) et maximale de mille dollars (1 000,00 \$) pour le déclenchement d'une fausse alarme d'intrusion.

Si le contrevenant est une personne morale:

- D'une amende minimale de deux cent cinquante dollars (250,00 \$) et maximale de mille dollars (2 000,00 \$) pour le déclenchement d'une fausse alarme d'intrusion.

S'il s'agit d'une infraction subséquente commise à l'intérieur d'une période de douze (12) mois suivant une première infraction ou une infraction subséquente, les amendes minimales et maximales sont doublées.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits, sont établis conformément au Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C-25.1).

Si une infraction dure plus d'un (1) jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

Modifié par 2023-429, art. 4

ARTICLE 13. AUTRE CONTREVENANT

Toute personne qui accomplit ou omet d'accomplir quelque chose qui aide une autre personne à agir en contravention avec le présent règlement ou qui encourage, par un conseil, une permission, un consentement, une autorisation, une ratification, une tolérance ou autrement, une autre personne à agir en contravention du présent règlement, commet elle-même une infraction et est passible des mêmes pénalités que celui qui contrevient au présent règlement.

ARTICLE 14. ENTRÉE EN VIGUEUR ET ABROGATION

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi et il remplace le Règlement numéro 2016-316, lequel est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement.

Joan Westland-Eby
Mairesse

Mélisa Camiré
Directrice générale et secrétaire-trésorière

Avis de motion : 4 septembre 2018
Adoption : 2 octobre 2018
Entrée en vigueur : 2 octobre 2018
Avis Public : 9 octobre 2018